

Plan d'action locale pour l'économie et l'emploi (PALÉE) du Sud-Ouest

Le Sud-Ouest, communauté apprenante et acteur du développement durable

« Le PALÉE retient deux orientations stratégiques *transversales* qui doivent devenir une obsession dans toutes les

actions et les interventions du RESO : le Sud-Ouest, communauté apprenante et le Sud-Ouest, acteur du développement durable », souligne Pierre Morrissette, directeur général du RESO, à propos du Plan d'action locale pour l'économie et l'emploi (PALÉE) 2007-2010 que le RESO est en train d'élaborer pour le territoire et qui sera adopté prochainement par le conseil d'administration du RESO.

Une communauté apprenante place l'employabilité et la formation de la main-d'œuvre en emploi et sans emploi au centre de ses préoccupations. « Avec les services du RESO, de FormaPlus et des organismes communautaires qui oeuvrent en employabilité, le Sud-Ouest dispose des outils nécessaires pour y arriver », continue-t-il. En outre, conjuguant l'économique et le social, le RESO a toujours situé son action dans une vision de développement durable et équitable. La dimension environnementale devient un critère d'analyse de plus dans l'évaluation des projets financés par les fonds d'investissement gérés par le RESO.

Rappelons que le PALÉE est élaboré en concertation avec l'ensemble des partenaires sociaux et économiques de l'arrondissement du Sud-Ouest et en faisant une large place à la participation citoyenne : il a notamment été enrichi par les participants aux ateliers qui se sont déroulés à l'assemblée annuelle du RESO le 27 septembre dernier (les comptes rendus d'ateliers seront disponibles très bientôt sur le site du RESO à l'adresse www.resomtl.com).

Les orientations, les objectifs et les priorités du nouveau plan s'inscrivent dans la continuité de ceux qui figuraient dans le PALÉE 2003-2006. Les principes et les valeurs qui sous-tendent le travail du

RESO — participation citoyenne, concertation des acteurs socioéconomiques et gouvernance autonome — sont toujours les mêmes. Toutefois, le contexte économique et social dans lequel se déploie l'action du RESO a considérablement évolué.

Depuis quelques années, le Sud-Ouest connaît un renouveau accéléré, qui se manifeste entre autres par un développement résidentiel — privé, communautaire et coopératif — accru; par une croissance de l'emploi de 3% par année, en moyenne, au cours des 10 dernières années; par une profonde mutation et une importante diversification de la structure économique, le secteur manufacturier cédant le pas à la nouvelle économie; par un accroissement de l'activité commerciale et de l'activité culturelle et par de multiples projets de développement multifonctionnel majeurs.

Mais ce renouveau ne profite pas encore à tous : près de 7 000 adultes aptes au travail sont à l'assistance emploi dans le Sud-Ouest. Le défi de l'intégration sociale et professionnelle des personnes qui restent en marge du renouveau est sans doute le plus grand défi que la communauté du Sud-Ouest aura à relever.

« Les conditions sont favorables pour répondre à ce défi : il y a création d'emplois, le cadre de vie s'améliore, nous sommes en présence d'une expertise concertée en employabilité. Mais il faut, encore une fois, innover pour arrimer les besoins de main-d'œuvre des entreprises et ceux de la main-d'œuvre sans emploi. Il faut aussi demeurer vigilant pour s'assurer que le Sud-Ouest continuera de disposer des moyens de poursuivre son travail », poursuit M. Morrissette.

Le PALÉE contient plusieurs pistes d'action afin de valoriser la main-d'œuvre en emploi et sans emploi, de poursuivre la mise en valeur du canal de Lachine, de



Élaboré en concertation avec la communauté du Sud-Ouest, le PALÉE a été enrichi par les personnes qui ont participé à l'assemblée du RESO en septembre dernier.

promouvoir une image renouvelée du Sud-Ouest, d'attirer et de retenir des entreprises et de les soutenir dans leur expansion, de créer des pôles d'entreprises agissant dans la nouvelle économie, de soutenir le développement des entreprises d'économie sociale, tout comme les secteurs du récréotourisme et de la culture, de revitaliser les artères commerciales, d'améliorer la qualité de vie et l'accessibilité aux logements et au transport.

« La mise en œuvre des actions proposées fait appel à la contribution concertée des ressources internes du RESO et des multiples partenaires du développement urbain, économique et social du Sud-Ouest », conclut Pierre Morrissette. ♦

PROJET LE NORDELEC

Plus d'effets positifs que d'impacts négatifs

Estimé à 340 millions \$, le projet Le Nordelec présente plus d'effets positifs que d'impacts négatifs sur le développement du quartier Pointe-Saint-Charles. Il ne faut cependant pas sous-estimer les incidences qu'aura sur la vie du quartier l'arrivée de 2 500 nouveaux résidents et de quelque 600 nouveaux travailleurs ainsi que les inquiétudes que cela peut générer, selon le mémoire présenté par le RESO à la consultation de l'Office de consultation publique de Montréal, le 6 novembre dernier.

Ce projet, dont le promoteur est le groupe El-Ad, comprend la construction de 1184 nouvelles unités d'habitation, dont 30% abordables incluant environ 15% de logements communautaires, sur les terrains occupés présentement par du stationnement et en convertissant les trois étages supérieurs du Nordelec en lofts résidentiels. Il prévoit également l'aménagement d'aires commerciales au rez-de-chaussée de l'édifice Le Nordelec. Le projet propose aussi de densifier l'emploi en privilégiant les entreprises dont les activités nécessitent moins d'espace par emploi. Plus de 1 500 cases de stationnement intérieures seront aussi aménagées. La réalisation du projet s'étend sur une période de cinq à dix ans.

Appuyant l'approche générale du projet en matière d'habitation et de mixité sociale, le RESO recommande entre autres

que la réalisation du volet social et communautaire en habitation soit garantie dans les premières phases du projet. Le RESO demande aussi que la Ville de Montréal s'engage à réserver les budgets nécessaires à la réalisation des logements sociaux prévus dans le projet.

Le RESO recommande aussi une approche graduelle dans la redéfinition, même partielle, de la vocation du Nordelec, afin de préserver et de renforcer le pôle d'emplois qu'il représente. Il demande entre autres que l'usage habitation ne soit pas autorisé immédiatement pour les trois étages supérieurs du bâtiment actuel et que la vocation de ces étages soit réévaluée après la réalisation des développements résidentiels et en tenant compte de la demande d'espaces pour les entreprises. Il demande aussi au promoteur et à l'arrondissement de veiller à la complémentarité de l'offre commerciale du projet à celle de la rue Centre.

Le RESO a aussi appuyé la suggestion de Bâtir son quartier voulant qu'une partie des garanties financières exigées du promoteur par la Ville pendant la mise en œuvre du projet puissent servir à soutenir la création d'emplois en économie sociale pour les résidents du Sud-Ouest et à faciliter le développement d'habitations communautaires. ♦

Mieux épauler l'entrepreneur, notre défi : sa réussite

L'ancrage dans le développement local : une priorité

La reconnaissance du rôle des CDEC et des CLD en tant qu'organismes coordonnateurs des activités entrepreneuriales dans leurs territoires respectifs figurent parmi les propositions priorisées lors du forum *Mieux épauler l'entrepreneur, notre défi : sa réussite*, tenu le 24 novembre dernier.

Ce forum était organisé par le groupe de travail du Projet entrepreneuriat Montréal (PEM) qui a le mandat de proposer pour Montréal un plan d'action intégré en entrepreneuriat afin, entre autres, d'améliorer l'adéquation entre les besoins des entrepreneurs et l'offre de services de soutien à l'entrepreneuriat, de promouvoir la culture entrepreneuriale au sein de la population, de favoriser la création d'un nombre accru d'entreprises et le succès de leurs promoteurs. Les partenaires financiers du PEM sont la Ville de Montréal, le ministère des Affaires municipales et des Régions et la Conférence régionale des élus de Montréal.

Lors du forum, des présentations ont permis, dans un premier temps, de partager des constats sur l'état de situation de l'entrepreneuriat à Montréal et sur l'offre de services de soutien offerts aux entreprises. Des entrepreneurs ont ensuite témoigné de leur démarche menant à la création de leur entreprise alors que des intervenants ont parlé de leurs relations avec les entrepreneurs. Au cours de l'après-midi, les participants ont pu échanger en ateliers sur les ressources et les services offerts aux entrepreneurs, sur la culture entrepreneuriale et sur la configuration du système entrepreneurial montréalais. Alan DeSousa, membre du comité exécutif de la Ville de Montréal, responsable du développement économique et du développement durable, a prononcé l'allocution de clôture de l'événement. ♦

Dix bourses remises aux participants du RESO

Pour la deuxième année consécutive, une dizaine de bourses de reconnaissance ont été remises aux participants du RESO qui ont fait preuve de détermination et de persévérance lors des activités de formation et de préparation à l'emploi auxquelles ils ont participé. Nancy Neamtan, fondatrice et première directrice générale du RESO, a remis ces bourses aux personnes suivantes : Pamela McLaughlin, El Bachir Bekkali, Ouriba Diallo, Sofi Houle, Manon Comte, Nadine Ntsama Mang, Mélanie Ducharme, Jasmin Hepburn, David Larue et Mélanie Nantel-Bondu. Sur la photo, ils sont en compagnie de Pierre Sylvestre, président du RESO. ♦



SOMMET DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

La solidarité, plus que jamais au cœur de l'action économique



Sur la photo, de gauche à droite, les porte-parole du Sommet : Claude Béland, président du Mouvement Desjardins de 1987 à 2000, Laure Waridel, cofondatrice et présidente d'Équiterre, K, écommuniqué, Clément Guimond, coordonnateur général de la Caisse d'économie solidaire Desjardins et Nancy Neamtan, présidente-directrice générale du Chantier de l'économie sociale, fondatrice et première directrice générale du RESO.

Les 16 et 17 novembre derniers, quelque 650 acteurs et actrices de l'économie sociale — issus des mouvements associatifs, communautaires, coopératifs, mutualistes, culturels, environnementaux, sociaux, syndicaux, des organismes de coopération internationale et de développement local et régional — ont participé au Sommet de l'économie sociale et solidaire. Ils y ont partagé le bilan de la dernière décennie en économie sociale et présenté des engagements formels pour soutenir le développement de ce secteur au cours des prochaines années. Le RESO et des entreprises d'économie sociale du Sud-Ouest y étaient largement représentés.

Le point culminant de l'événement a été l'adoption unanime de la Déclaration 2006, dans laquelle les participants se sont engagés à appuyer la réalisation des actions prioritaires identifiées pour chacun des thèmes abordés au Sommet : entreprendre solidairement, travailler solidairement, investir solidairement, développer nos territoires solidairement, consommer de façon responsable, mondialiser solidairement.

Intervenant au nom des Corporations de développement économique communautaire (CDEC), le directeur général du RESO, Pierre Morrissette, a fait part de l'engagement des CDEC du Québec de continuer de mettre à la disposition des entreprises d'économie sociale l'ensemble des outils de financement dont elles disposent — Fonds d'économie sociale, Fonds local d'investissement, SOLIDE, Jeunes promoteurs et, dans le cas du Sud-Ouest, RESO Investissements. Rappelons que ces fonds locaux

servent souvent de leviers pour que les entreprises aient accès aux fonds régionaux et nationaux d'économie sociale.

« Depuis 10 ans, l'économie sociale a connu au Québec un développement impressionnant. Elle s'appuie sur des valeurs de solidarité et de démocratie. Elle est l'expression d'une citoyenneté active », a souligné Nancy Neamtan, présidente-directrice générale du Chantier de l'économie sociale. Présent au Sommet où il a annoncé un investissement de 10 millions \$ destiné aux entreprises de l'économie sociale, le premier ministre Jean Charest a souligné qu'au Québec, on ne peut plus nier la contribution importante de l'économie sociale au développement de nos communautés.

Au Québec, l'économie sociale, c'est plus de 6500 entreprises collectives qui génèrent un chiffre d'affaires de 4,3 milliards de dollars. Pour sa part, le Sud-Ouest compte une quarantaine d'entreprises d'économie sociale qui génèrent plus de 730 emplois. Leur poids économique est en progression : le chiffre d'affaires moyen de ces entreprises est passé de 670 000 \$ en 2002 à 900 000 \$ en 2006.

Le Sommet a été suivi d'une foire de l'économie sociale, qui s'est déroulée au marché Bonsecours, les 17 et 18 novembre, et qui a permis à de multiples entreprises d'économie sociale, y compris à celles du Sud-Ouest, d'exposer leur savoir-faire et d'offrir leurs produits.

Pour en savoir plus, visitez le site du Chantier de l'économie sociale à l'adresse www.chantier.qc.ca. ♦

Vivement la reconnaissance des entreprises d'économie sociale **en culture**

Une quarantaine de dirigeants d'entreprises d'économie sociale du secteur culturel, venus de partout au Québec, se sont réunis, le 26 octobre dernier au Centre culturel Georges-Vanier, lors d'un séminaire préparatoire au Sommet de l'économie sociale et solidaire sur le thème « *La culture comme moteur du développement social et économique* ». Ils y ont échangé sur leurs réalités, notamment sur l'absence de réseau organisé et structuré des entreprises culturelles en économie sociale, une situation qui nuit considérablement à leur reconnaissance. Cet événement était organisé par le Chantier de l'économie sociale, l'Association culturelle du Sud-Ouest (ACSO) et l'Alliance de recherche universités-communautés (ARUC) en économie sociale.

La question du peu de reconnaissance de ces entreprises, qui entraîne une précarité financière importante, a été au cœur des discussions. Les échanges ont aussi porté sur la survie et la consolidation des entreprises d'économie sociale du secteur culturel, sur la méconnaissance de leurs impacts sociaux et économiques pour leur collectivités, sur la question de la relève et sur l'apport de l'action bénévole. Un rapport synthèse du séminaire est disponible sur le site du Chantier de l'économie sociale (www.chantier.qc.ca).

Les participants au séminaire du 26 octobre ont proposé la mise sur pied d'un groupe de travail qui aurait comme objectifs de dresser un portrait du secteur, rendant compte de sa diversité et de son apport socioéconomique, de travailler à la reconnaissance de la mission sociale des entreprises d'économie sociale du secteur culturel et à leur réseautage. Cette proposition a été adoptée au Sommet de l'économie sociale et solidaire. ♦

**Joyeux Noël et
Bonne Année
à tous nos lecteurs**

**Les bureaux du RESO
seront fermés
du 22 décembre, à 17 h,
au 8 janvier à 9 h.**

L'ÉCOLE DES PARENTS

Une aide précieuse qui donne des résultats concrets

Depuis 2004, le projet L'École des parents, mis sur pied par le RESO en collaboration avec des organismes de Pointe-Saint-Charles et d'Émard Saint-Paul, a offert une formation de base à des parents qui voulaient accroître leurs habiletés dans certaines matières académiques et aider leurs enfants dans leur parcours scolaire. Les résultats sont significatifs : on remarque une augmentation de la participation indirecte des parents à l'école des enfants, une amélioration du sentiment de compétence

en informatique et pour l'aide aux devoirs.

Selon Véronique Fournier, conseillère en formation sur mesure pour le projet, la clientèle rejointe est majoritairement composée de femmes n'ayant pas complété leur secondaire et vivant des situations de pauvreté. « Par l'entremise des mères qui fréquentent nos ateliers, on estime avoir rejoint plus de 140 enfants qui profitent indirectement de la participation de celles-ci. Un parent actif, engagé dans un processus d'employabilité, devient un modèle significatif pour des enfants qui éprouvent parfois des difficultés d'apprentissage. D'ailleurs, très peu de participants abandonnent le projet. Ceux qui s'en vont le font pour effectuer un retour aux études, trouver du travail ou

participer à des activités communautaires. » Elle souligne que les parents améliorent leur confiance en leurs propres capacités, eux qui ont souvent vécu plusieurs échecs en milieu scolaire.

Quatre classes sont offertes actuellement : deux à Pointe-Saint-Charles et deux à Ville-Émard. Deux d'entre elles se trouvent en milieu communautaire et les deux autres en milieu scolaire. Pour info : Véronique Fournier au 514 931-5737, poste 275. ♦

En bref

Prix annuels Desjardins : le Sud-Ouest se distingue



Lors de la Semaine de la coopération en octobre dernier, la friperie La Gaillarde (notre photo) a remporté l'un des Prix annuels Desjardins dans la catégorie du développement durable. Depuis avril 2005, La Gaillarde a réutilisé 4,5 tonnes de vêtements et 25 de ses créateurs ont réalisé des vêtements mode uniques. Renseignements : www.friperielagaillarde.com. Le Comité d'éducation des adultes (CEDA) de la Petite-Bourgogne et de Saint-Henri a remporté l'un des prix dans la catégorie aide à la jeunesse, pour le Club Énergie qui offre aux jeunes de 7 à 14 ans des ateliers en arts de la scène, télévision et vidéo, où ils ont l'occasion d'exprimer leurs préoccupations.

Accompagnés d'une bourse de 5 000 \$, ces prix sont remis par la Fondation Desjardins.

Une formation professionnelle en anglais au RESO

Cette année encore, le RESO organise des formations professionnelles dans des métiers qui présentent d'excellentes perspectives d'emploi. Quinze personnes ont débuté, en novembre dernier la formation en briquetage-maçonnerie, organisée par le RESO en collaboration avec l'École des métiers de la construction. De plus, le RESO est en train de terminer la sélection pour la formation Assistance technique en pharmacie, qui s'adresse aux personnes anglophones du Sud-Ouest qui possèdent une connaissance de base en français et qui veulent travailler en pharmacie commerciale ou en milieu hospitalier. Débutant le 15 janvier, cette formation sera donnée au Pearson Adult Career Center. Par ailleurs, soulignons que 15 participants à la formation charpentier-menuisier ont obtenu leur DEP en novembre dernier et que plusieurs sont déjà en emploi ! Le RESO offre toujours ses services d'aide à l'emploi. Renseignements : Mélanie Jutras au 514 931-5737, poste 254.

Des participants du CJE au Pérou

Sept jeunes adultes, participants du Carrefour jeunesse emploi (CJE) du Sud-Ouest de Montréal, ont vécu, du 13 novembre au 5 décembre, une expérience d'initiation à la coopération internationale au Pérou, en prenant part à une campagne de sensibilisation à la prévention du sida dans les environs de la ville de Lima. Ils ont fait ce stage avec l'Office québécois pour les Amériques et la jeunesse, en collaboration avec KALLPA, une organisation non gouvernementale. Ils exposent leurs photos au CJE, au 3173-D, rue Saint-Jacques.

Concours Unio : bravo aux entreprises du Sud-Ouest !

Le 22 novembre dernier, 5 entreprises du Sud-Ouest ont remporté des prix du concours Unio, organisé par la Chambre de commerce du Sud-Ouest de Montréal. Il s'agit des Complexe Dompark (catégorie développement durable), Guez communication et design inc. (catégorie exportation), Hot-dogs all dressed inc. (catégorie manufacturier de moins de 10 employés), Mingus Software (catégorie nouvelles entreprises) et Mille et un métiers (catégorie économie sociale). Rappelons que ce concours est organisé tous les deux ans par la Chambre de commerce du Sud-Ouest de Montréal. Renseignements : Monique Lemenn, 514 931-5737, poste 241. ♦

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU RESO

Pierre Sylvestre
président
Édith Cyr
représentante des entreprises d'économie sociale
Pierre Dallaire
représentant des grandes entreprises
Steeve Dupuis
représentant des organismes de Ville-Émard / Côte Saint-Paul
Véronique Fournier
représentante élue des employés
Line Hamel
représentante des élus municipaux du Sud-Ouest
Éric Legault
représentant des participants
Véronique Olivier
représentante des commerces et des petites entreprises de service
Gilles Paquette
représentant des syndicats FTQ
Vicente Perez
représentant des organismes de la Petite-Bourgogne
André Raymond
représentant des institutions financières
Jean-François Rivest
représentant des PME
Hugues Rondeau
représentant des syndicats CSN
Maggie St-Georges
représentante des organismes de Saint-Henri
Karine Triollet
représentante des organismes de Pointe Saint-Charles
Pierre Richard
vice-président au développement stratégique
Pierre Morrissette
directeur général

PRODUCTION DU RESO INFO

Direction
Pierre Morrissette
Rédaction
Lucie Dufour et Linda Langlais
Conception graphique
Lise Lemieux
Impression
Imprimerie Atwater

RESO

1751, rue Richardson, bureau 6509
Montréal (Québec) H3K 1G6
Tél. : 514 931-5737
Fax : 514 931-4317
Courrier électronique : reso@resomtl.com
Site internet : www.resomtl.com

AVAILABLE ON REQUEST English summary of RESO Info

All those who would like to have an English summary of the principal articles of this bulletin have only to call RESO at 514 931-5737.

Les partenaires publics qui soutiennent la réalisation de la mission du RESO sont :